

futuribles

I N T E R N A T I O N A L

55, rue de Varenne • 75341 Paris cedex 07 • France
Tél. : (33) (0)1 53 63 37 70 • Fax : (33) (0)1 42 22 65 54
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

L'AVENIR DE L'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

COMPTE RENDU

DE LA TABLE RONDE DU MARDI 18 NOVEMBRE 2003

Alioune Sall, responsable du Programme « Futurs africains », coordinateur de l'ouvrage *Afrique 2025 : quels futurs possibles pour l'Afrique au sud du Sahara ?* (Paris : éd. Karthala, coll. Tropiques, juin 2003).

L'institution « Futurs africains » a été mise sur pied par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 1992 et basée à Abidjan. Son but est d'appuyer les pays africains et de les aider à explorer leurs futurs possibles à long terme. Elle a déjà aidé une vingtaine de pays africains individuellement. Elle se conçoit comme une alternative à l'échec des Plans d'ajustement structurel, qui ont dominé les politiques africaines depuis des années, en prenant en compte les dimensions sociales et culturelles du développement. Car les problèmes économiques que rencontre l'Afrique doivent être résolus non seulement au niveau macro-économique mais surtout au niveau culturel, dans lequel l'économie est profondément imbriquée.

Le programme « Futurs africains » vient de sortir un ouvrage collectif *Afrique 2025. Quels futurs possibles pour l'Afrique au sud du Sahara ?* en ayant la conviction que les dirigeants africains ont besoin de sortir des échéances de court terme et de trouver une

véritable vision de l'avenir, un réel projet de société, une stratégie de développement à long terme afin de sortir du marasme dans lequel l'Afrique s'enfonce. Alioune Sall, coordinateur du programme, tentera ici de résumer cet ouvrage dont il insiste sur l'origine collective : plus d'un millier d'Africains y ont pris part ainsi que des non-Africains.

Il ne s'agit pas ici de prédire le futur de l'Afrique. Il ne s'agit pas non plus de proposer un avenir pour elle. Il s'agit en revanche de tenter d'éclairer les décideurs africains, au niveau national et continental, ainsi que la société civile active et les autres acteurs internationaux qui interviennent en Afrique sur les différents futurs envisageables. Cet avenir des sociétés africaines dépend de la situation actuelle, qui elle-même doit être envisagée sous l'angle de leur passé. Mais cet avenir dépend surtout des projets menés par les membres de ces communautés. Enfin, l'avenir dépend aussi

de facteurs externes, d'un environnement non maîtrisable.

État des lieux

Quatre chapitres vont tenter de dresser le tableau actuel de l'Afrique :

1. Les populations (nombre, santé, éducation...)
1. L'économie
2. Les structures et fonctionnement des sociétés africaines
3. Les pouvoirs

Ces quatre volets seront suivis par un effort de synthèse.

1. Les populations

Contrairement à une idée reçue, l'Afrique ne constitue pas, de ce point de vue, une exception. Ses données sont en décalage par rapport à celles des autres continents, mais ce qui se passe en Afrique a pu arriver à d'autres époques sur d'autres continents. Là comme ailleurs, la mortalité a commencé à décliner, la fécondité a amorcé une baisse et l'urbanisation s'étend considérablement... Par exemple, la trajectoire démographique de la Chine se recoupe dans son histoire mais aussi dans son futur proche avec celle de l'Afrique : leurs populations seront équivalentes en 2025 !

En ce qui concerne l'éducation, l'Afrique a fait des progrès considérables même s'ils sont insuffisants : le taux d'alphabétisation des adultes a doublé pour atteindre aujourd'hui 60 % ; la parité entre les sexes pour le taux de scolarisation progresse également.

C'est du point de vue du « drame du sida » que l'on peut effectivement parler d'une « exception africaine » : l'Afrique regroupe 70 % des personnes infectées et l'épidémie y est en progression. Or les conséquences risquent d'être catastrophiques et entraîner un décroissement de la population comme c'est le cas au Botswana.

2. L'économie

En dépit des efforts pour restructurer les économies africaines, celles-ci restent en

majorité alimentées par la rente. Ces économies rentières sont basées sur l'exploitation des ressources agricoles et minérales. Or les cours de ces matières premières fluctuent progressivement à la baisse. Seuls des pays comme le Ghana, le Zimbabwe ou le Botswana ont pu développer une industrie manufacturière, mais ils restent des cas isolés.

En outre, l'économie africaine est mal intégrée à l'économie mondiale. Elle reste exportatrice de matières premières dont l'importance décroît. Elle demeure très largement en dehors des flux d'investissement directs extérieurs (IDE) : elle ne reçoit que 1 % des IDE. De même, sa dette est beau-coup trop élevée par rapport à son produit national brut.

Mais il existe toutefois des dynamiques internes puissantes qui expliquent que l'Afrique n'est pas encore à l'agonie. L'Afrique présente une agriculture peu productive, mais qui permet une certaine autosuffisance alimentaire. De plus, l'économie populaire est très présente en milieu urbain et rural, avec la participation notable des femmes et des immigrés. Enfin, il existe une véritable redistribution des revenus à travers des solidarités sociales particulières.

Il existe donc des amorces de ruptures. Les ajustements structurels n'ont pas eu le succès escompté et les ruptures viendront donc essentiellement des changements sociaux.

3. Les structures

Même s'il existe des modes de production capitalistiques, le mode lignager reste prédominant. L'appartenance à la famille reste très souvent la condition d'accès aux ressources matérielles ou symboliques. L'économie du don et du contre-don continue d'avoir cours en Afrique. Le souci est donc moins de maximiser la productivité que de minimiser les risques en investissant surtout dans les liens sociaux et assez peu dans les biens de production. Et l'on peut se demander si cette structure de base est susceptible d'évoluer.

Les sociétés holistes africaines, où la société prime sur l'individu, sont de plus en plus « attaquées » par l'individualisme qui affaiblit la domination des règles traditionnelles.

Il se développe de nouvelles formes de solidarités associatives qui sont fondées non plus sur les règles ancestrales mais sur un contrat négocié entre les membres de ces associations. Les communautés religieuses ont un rôle très important dans cette évolution.

Les équilibres culturels sont soumis à de fortes tensions de la part des jeunes provenant des villes et qui entretiennent des rapports ambigus avec les secteurs culturels traditionnels.

L'avenir de l'Afrique dépendra en très grande partie de l'évolution de ces équilibres.

4. Les pouvoirs

Les pouvoirs africains se sont mis en place dans l'indépendance dans un contexte de confrontation Est-Ouest. Mais même si la majorité des pays africains ont été affiliés au camp occidental, le modèle du parti-État, calqué sur le modèle soviétique, a été très largement adopté par les différents systèmes politiques. Ce modèle est resté dominant jusqu'à la fin de la guerre froide.

Depuis le début des années 1990, l'Afrique a perdu de son utilité stratégique et les ressources qu'elle tirait de cette confrontation se sont asséchées. Les institutions internationales ont pris le relais des grandes puissances dans la fourniture de ressources en conditionnant les aides à la démocratisation des systèmes politiques. Cette démocratisation a eu des succès très divers et inégaux. À l'exception du Sénégal, du Cap-Vert ou du Bénin, cette démocratisation n'a pas produit de développement durable.

En fait, l'avenir de l'Afrique dépendra de la capacité de ses États à modifier leurs rapports avec la société civile et avec les entreprises.

Synthèse : l'Afrique est-elle un continent singulier ?

Pour Alioune Sall, elle ne l'est ni au plan démographique, ni par l'ampleur de la corruption ou du clientélisme. Par contre, elle l'est au plan culturel. Cela se note par l'absence d'alliance pour le progrès entre les pouvoirs politiques et les entrepreneurs. Ces alliances, contrairement à ce qui s'est passé en Asie, par exemple, se sont faites pour partager la rente mais pas pour augmenter la productivité (sauf pour de rares exceptions comme le Botswana et l'Île Maurice).

L'Afrique est un continent dominé. Depuis la traite des Noirs jusqu'à la mondialisation, en passant par les colonies et les régimes néo coloniaux, la domination est devenue plus subtile, mais les marges de manœuvre se réduisent de plus en plus.

Pourtant, tout n'est pas perdu. L'Afrique reprend petit à petit sa place dans le monde. Il existe un dynamisme interne qui doit être valorisé afin de favoriser un changement. Il existe une conscience de plus en plus forte que le futur des Africains est entre leurs mains.

Entre « afro-optimisme » et « afro-pessimisme », Alioune Sall veut insister sur le concept d'« afro-responsabilité » afin que les acteurs locaux prennent leur destin en main.

Quelles hypothèses retenir pour les scénarios exploratoires ?

Il existe de nombreuses incertitudes.

En ce qui concerne les populations, l'étude a mis de côté les pays présentant une forte prévalence du sida (> 20 %) car il n'est pas possible de prévoir les conséquences démographiques, économiques et sociales de la pandémie sur ces pays. De même, l'étude prévoit un nombre d'habitants en Afrique au sud du Sahara de l'ordre de 1100 à 1200 millions, répartis environ par moitié entre les villes et les campagnes.

En ce qui concerne l'économie, son évolution dépendra de facteurs externes mais aussi

internes, comme la productivité. Mais cette dernière dépendra elle-même de facteurs sociaux et politiques. Pour les facteurs sociaux, soit la logique relationnelle reste dominante, soit une plus grande priorité sera accordée à l'accroissement de la productivité. Pour les facteurs politiques, soit l'État continue à ne pas s'allier avec les entrepreneurs, soit il réussit à mettre en place un cadre favorable au développement.

De là, quatre scénarios ont été mis en évidence.

Le premier scénario : « les lions pris au piège ».

Dans ce scénario, qui suit la tendance actuelle, la logique relationnelle reste dominante et les pouvoirs politiques ne créent pas de cadre favorable au développement. Mais la stagnation qui en résulte, l'absence de productivité et la mauvaise insertion de l'Afrique dans le monde sont acceptées et n'entraînent pas de crise majeure. Mais cela ne peut pas durer éternellement...

D'où le deuxième scénario : « les lions faméliques ».

Dans cette aggravation du premier scénario, les sociétés africaines sont déstabilisées par la suite de chocs extérieurs et intérieurs qui la font basculer dans la violence. Cette violence n'a pas besoin de faire l'objet d'une analyse plus approfondie. L'actualité montre que la guerre est un risque permanent pour l'Afrique.

Le troisième scénario : « les lions sortent de leur tanière ».

Dans cette hypothèse plus attrayante, la logique relationnelle recule sans disparaître totalement et une nouvelle génération d'hommes politiques tente d'opérer une alliance avec les nouveaux entrepreneurs. Cela peut se comparer au modèle asiatique. Mais pour que ce scénario devienne réalité, certaines conditions doivent être remplies comme un investissement conséquent dans les politiques de santé, d'éducation,

d'infrastructures, ainsi qu'une implication des communautés religieuses dans ces changements politiques et sociaux et, bien sûr, un environnement international pas trop défavorable.

Ainsi, en 2025, l'Afrique sortirait de l'économie rentière et connaîtrait une croissance de type productiviste – tout en laissant exister une économie populaire importante – et la pauvreté reculerait. En contrepartie, l'environnement serait le parent pauvre du développement et la montée de l'individualisme se traduirait par un affaiblissement des solidarités et une montée des disparités et des tensions sociales.

Dernier scénario : « les lions marquent leur territoire ».

Dans ce futur plus original, les sociétés trouvent un équilibre entre logique productiviste et logique relationnelle et les pouvoirs politiques s'allient avec les pouvoirs symboliques. Pour cela il faudrait un gros investissement dans l'information et la formation des élites africaines. De plus, il faudrait que d'autres formes originales de développement apparaissent sur d'autres continents. Ainsi, en 2025, une plus grande attention sera portée à l'amélioration des services publics, à la production de biens culturels, à la protection de l'environnement et à la décentralisation.

L'Afrique aurait trouvé sa voie, les Africains ne seraient plus marginalisés et feraient même figure de pionniers dans certains domaines.

DÉBAT

La présentation d'Alioune Sall a suscité de nombreuses questions et commentaires.

Une première question a conduit l'intervenant à inclure l'intégration régionale comme autre condition favorable au troisième scénario. Dans ce cadre, le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique) est une initiative ambitieuse basée sur l'engagement des dirigeants

africains à améliorer la santé macroéconomique de l'État en échange d'un investissement plus important de la part du secteur privé, favorisé par l'aide publique. Ici, les éléments nouveaux sont que cette initiative est africaine et aussi que les dirigeants se tournent de moins en moins vers l'Aide publique au développement et de plus en plus vers les acteurs privés.

À une question sur le quatrième scénario, Alioune Sall a voulu préciser que la démocratisation et l'émergence d'une citoyenneté assumée, plurielle, responsabilisée sont nécessaires à sa réalisation. Il faut un changement politique et une meilleure répartition des tâches entre pouvoir central et pouvoirs locaux. Une plus grande décentralisation entraînerait ainsi une plus grande responsabilisation des citoyens et des sociétés locales. Bien évidemment, l'intégration régionale de l'Afrique est aussi primordiale pour que ce scénario puisse advenir.

Les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) de la Banque mondiale ont été condamnés par Alioune Sall qui y voit une doctrine prescriptive de plus de la part de l'institution internationale et qui semble vouée à l'échec.

Un désaccord a été soulevé quant à l'opportunité d'exclure de l'étude l'Afrique du Nord qui constituait pourtant selon un participant « un tiers du continent » et de prendre en compte une « ligne mythique » comme celle de Sahara. Pour Alioune Sall, cette ligne existe bien puisque, pendant 38 siècles, l'Afrique du Nord a été en contact avec le continent eurasiatique, mais pas l'Afrique subsaharienne. De manière plus actuelle, les pays du Nord, s'occupent beaucoup plus de leurs relations avec les pays méditerranéens qu'avec le sud du Sahara. Plus pragmatiquement, pour le PNUD, l'Afrique du Nord dépend du Bureau arabe qui, lui, s'inquiète très peu du Sud du Sahara, ce qui explique sa non-participation à l'étude. Pourtant, le participant africain en désaccord

a soutenu que le Sahara n'a jamais été une barrière et que le scénario n° 4 ne peut se faire sans une intégration entre l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord. En fait, ce problème du territoire pertinent à adopter est un problème récurrent en prospective et il est difficile de le trancher...

La thématique du sida a aussi soulevé d'importantes interrogations. Un participant a mis en évidence l'importance du paludisme comme autre catastrophe sanitaire. De même une participante s'est interrogée sur le fait de savoir si le sida n'est pas aussi un problème de sexualité. Plus largement, l'étude collective présentée, n'a-t-elle pas fait l'impasse sur le rôle des femmes, que ce soit au niveau économique, politique ou démographique ? À cette préoccupation, Alioune Sall, a montré qu'il avait conscience que l'analyse à laquelle il a participé est trop asexuée voire biaisée par le modèle patriarcal africain. Pourtant, il a tenu à préciser que le groupe d'étude « Futurs Africains » est composé à parité d'hommes et de femmes.

De manière générale, les interventions du débat ont été en très grande partie des demandes de normativité dirigées vers le coordinateur de l'étude. Quelle solution adopter pour développer l'Afrique ? Que faire contre le sida ? Que faire contre la mortalité infantile ? Quelle stratégie adopter pour lutter contre la pauvreté ? ... Mais Alioune Sall a répété que le groupe à l'origine de l'étude n'a pas eu pour objectif de savoir ce qui est souhaitable, mais de savoir ce qui est possible. Il s'est donc placé en amont de la recherche de ce qu'il faut faire en Afrique. Avec la conviction que c'est en ayant cette démarche préliminaire que l'on pourra éviter de tomber dans les différents écueils de nombreuses propositions qui ont été émises pour sortir l'Afrique de l'impasse depuis les années 1960.

Rafaël Tyszblat